

**Intervention l'Assemblée nationale le jeudi 29 novembre sur la proposition de  
Loi socialiste sur le Pouvoir d'achat des ménages (extrait du Compte rendu  
intégral)**

**M. le président.** La parole est à M. Pierre-Alain Muet.

[M. Pierre-Alain Muet.](#) Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, monsieur le rapporteur, mes chers collègues, le profond malaise que connaît aujourd'hui notre pays a pour origine le grand oublié de ces six premiers mois de gouvernement : le pouvoir d'achat. Il se traduit dans toutes les enquêtes d'opinion et, encore ce matin, dans l'étude publiée par l'INSEE. La chute considérable de l'indicateur d'opinion des ménages montre combien est grande leur inquiétude devant la hausse des prix, l'évolution de leur pouvoir d'achat et leur situation financière.

Ce malaise a une base objective que décrit bien l'étude récente de l'INSEE, *France, portrait social* : au cours de ces dernières années, les inégalités se sont profondément creusées et ce sont les Français les plus modestes, salariés aux faibles revenus ou bénéficiaires des minima sociaux, tel le RMI, qui ont vu leur pouvoir d'achat baisser.

[M. Henri Emmanuelli.](#) Voilà un orateur sérieux : cela nous change de M. Lefebvre !

[M. Pierre-Alain Muet.](#) Ce n'est pas seulement l'amputation du pouvoir d'achat résultant de la flambée des prix du pétrole, de l'envolée des prix alimentaires et de la hausse des loyers qui alimente ce malaise, c'est aussi et surtout le sentiment d'une profonde injustice. Les Français constatent, comme nous, que le candidat qui s'autoproclamait «président du pouvoir d'achat» s'est surtout préoccupé, depuis six mois, de ceux qui avaient déjà tout et à qui il a continué à tout donner.

[M. Bernard Deflesselles.](#) Arrêtez avec cet argument, vous n'y croyez pas vous-même !

[M. Pierre-Alain Muet.](#) Bien sûr que si ! Comment peut-on dire, comme vous le faites, monsieur le secrétaire d'État, que l'État n'a pas les moyens – ce qui est vrai – après que 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux ont été dépensés en juillet, alors qu'il n'en avait pas plus les moyens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Comment avez-vous pu prétendre en juillet que, faute de marges de manœuvre suffisantes, vous ne pouviez augmenter le pouvoir d'achat du salaire minimum alors que la réforme à laquelle vous procédiez dans le même temps donnait aux plus fortunés de nos concitoyens la possibilité de toucher encore plus que ce que leur accordait le bouclier fiscal dans son ancienne formule, soit 50 000 euros par personne ?

Comment pouvez-vous expliquer à nos concitoyens les plus modestes, ceux dont le pouvoir d'achat a baissé, qu'il n'y a pas de marge pour augmenter la prime pour l'emploi alors qu'avec votre réforme des droits de succession – leur quasi suppression –, c'est l'équivalent d'un chèque de 200 000 euros que vous versez à ceux qui héritent d'un patrimoine de 1,5 million d'euros ?

Ce que les Français constatent, comme nous, c'est que « la France qui se lève tôt », qui travaille dur et qui gagne peu a supporté tout l'effort de rigueur et qu'elle n'aura été récompensée que par des incantations.

[M. Patrick Roy](#). Ce qui est scandaleux !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Depuis 2002, la France a un taux de croissance inférieur à celui de ses partenaires. Pour 2007, le décalage que vous évoquiez, monsieur le secrétaire d'État, est particulièrement flagrant : son taux de croissance sera sans doute plus proche de 1,8 % que de 2 % contre 2,6 % pour nos partenaires. Cette situation est le fruit de votre politique. Quand la gauche était au pouvoir, elle menait une politique beaucoup plus égalitaire.

[M. Bernard Deflesselles](#). Cela ne s'est pas vu dans les urnes !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Eh bien, cela se voit dans le portrait social de l'INSEE, qui montre une différence considérable dans l'évolution des revenus avant et après 2002. De 1997 à 2002, la France a eu une croissance d'un point à un point et demi supérieure à celle de ses partenaires et a créé 2 millions d'emplois – 400 000 par an –, dont 350 000 grâce aux 35 heures (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*).

Il semble important de vous rappeler ces données, pourtant connues. La situation économique actuelle, c'est le fruit de votre politique.

Et votre politique va conduire à créer deux France. D'une part, la France des nantis, des héritiers, des rentiers vers qui sont allées vos largesses. (*Rires sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

[M. Bernard Deflesselles](#). Que de caricatures !

[M. Pierre-Alain Muet](#). D'autre part, la France qui a le sentiment d'avoir été ignorée : la France des salariés au SMIC à qui vous n'avez accordé aucune hausse de pouvoir d'achat, puisque l'augmentation du salaire minimum n'a fait qu'intégrer l'inflation ;...

[M. Bernard Deflesselles](#). C'est nous qui avons le plus augmenté le SMIC ! Il faut dire la vérité !

[M. Pierre-Alain Muet](#). ...la France des chômeurs, auxquels vous avez tourné le dos en privilégiant les heures supplémentaires et en abandonnant toute politique active de l'emploi, notamment en direction des jeunes ; la France des petits retraités dont vous perpétuez la baisse de pouvoir d'achat en revalorisant les retraites de 1,1 % en 2008 quand la hausse des prix dépasse 2 % ; la France des 9 millions de salariés modestes qui touchent la prime pour l'emploi et à qui vous avez refusé toute augmentation au-delà de l'inflation. Mais c'est aussi la France des salariés : les salariés du public qui ont vu le pouvoir d'achat du point d'indice baisser depuis plusieurs années ; le million de salariés à temps partiel contraint – à 80 % des femmes – qui voudraient bien travailler plus pour gagner plus mais qui ne décident pas de leur temps de travail ; ...

[Mme Catherine Génisson](#). Ne les oublions pas !

[M. Pierre-Alain Muet](#). ...les salariés du privé qui savent bien que ce ne sont pas eux qui décident des heures supplémentaires, mais qui attendent que s'ouvrent de vraies négociations sur les salaires, sur les rémunérations, sur les carrières, au lieu d'une usine à gaz née d'une idéologie d'un autre âge.

Nos propositions, les voilà !

Puisque vous vous êtes fait une spécialité des Grenelle – Grenelle de l'insertion, Grenelle de l'environnement –, nous vous invitons à rester fidèle au Grenelle d'origine en organisant une conférence nationale pour lancer de vraies négociations sur le pouvoir d'achat.

Nous vous suggérons de créer une incitation à la négociation, en conditionnant les exonérations de cotisations à la négociation sur le pouvoir d'achat,...

[M. Jérôme Cahuzac](#). Très bien !

[M. Pierre-Alain Muet](#). ...à l'instar ce que nous avons fait lorsque nous avons mis en place des allègements de cotisations en direction des bas salaires en les conditionnant à la négociation sur l'emploi. Le Premier ministre n'est, paraît-il, pas opposé à une telle démarche. Et il semble que l'idée fasse son chemin jusqu'au Président de la République. Faites-le donc !

Vous parlez de bonus et de malus, eh bien, nous vous proposons une incitation à créer des emplois durables et mieux rémunérés par une modulation des cotisations des entreprises calculée en fonction du recours qu'elles font au temps partiel subi et aux emplois précaires, qui sont à l'origine des bas salaires et des travailleurs pauvres.

Nous vous invitons aussi, à travers cette proposition de loi, à augmenter fortement la prime pour l'emploi – 50 % d'augmentation représenteraient 2 milliards d'euros, ce qui est peu par rapport aux 15 milliards d'euros du paquet fiscal dépensés en toute inefficacité cet été. Non seulement cela bénéficierait à ceux qui en ont le plus besoin, mais cela serait aussi la matérialisation du slogan « travailler plus pour gagner plus ». Quand nous avons créé la prime pour l'emploi sous le gouvernement de Lionel Jospin, c'était pour faire en sorte que les salariés aux rémunérations modestes puissent bénéficier de l'essentiel des fruits de leur travail, puisqu'il s'agissait de compenser le poids de la CSG dont tous salariés doivent s'acquitter.

Vous pourriez aussi créer un véritable chèque transport, financé sur le même principe que la carte orange en Île-de-France : il permettrait à la fois de soutenir le pouvoir d'achat et de contribuer au développement des transports en commun.

Notre proposition de loi conjugue réponse à une situation urgente, la diminution du pouvoir d'achat, et à un défi de long terme, le développement durable. Et notre proposition de revenir sur l'exonération de TIPP pour les carburateurs vaut bien sûr à l'échelle européenne. N'est-il pas absurde qu'une mesure instituée à une époque, lointaine, où personne ne se préoccupait du réchauffement climatique, ne soit pas remise en cause quand on sait que le transport aérien est le principal responsable de l'émission des gaz à effet de serre ?

[M. Jean Launay](#), *rapporteur*. Il faut en parler !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Si vous voulez réellement augmenter le pouvoir d'achat, alors laissez ce débat aller jusqu'à son terme : discutons des articles. Nos propositions sont cohérentes et, surtout, elles répondent aux aspirations profondes de nos concitoyens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)